

Laurent BÉTEILLE

Votre Député

Chère Madame, Cher Monsieur,

Le 5 Juin prochain vous êtes à nouveau appelés à voter. En prononçant la dissolution précipitée de l'Assemblée Nationale, le pouvoir organise un plébiscite destiné à lui procurer une majorité inconditionnelle au Parlement.

C'est aujourd'hui un grand danger car cette assemblée sera élue pour cinq ans et les discours anesthésiants d'aujourd'hui seront vite oubliés. Les durs du Parti Socialiste sont toujours au Gouvernement.

Or, la France n'a pas besoin d'affrontements pour se préparer à l'Europe de demain et résoudre ses difficultés.

A BRUNOY, au Conseil Général de l'Essonne, j'ai toujours plaidé pour la décrispation. A l'Assemblée Nationale, les hommes qui seront appelés demain à voter les lois doivent voir d'abord l'intérêt de la France.

Dans la majorité comme dans l'opposition, nous devons construire et non détruire. C'est dans cet esprit que je compte défendre les objectifs qui sont ceux de l'Union du Rassemblement et du Centre :

- Le dynamisme et la liberté économique qui créent les emplois,
- La solidarité entre tous les Français, citoyens égaux en devoirs et en droits,
- La priorité à la formation et à la Culture,
- La sécurité des personnes,
- La tolérance et le respect de l'autre,
- L'amour et la fierté de la France, capable de rayonner en Europe et dans le Monde.

A cela s'ajoute une nécessaire attention aux problèmes qui intéressent notre circonscription que je connais bien pour en être élu depuis plus de 10 ans.

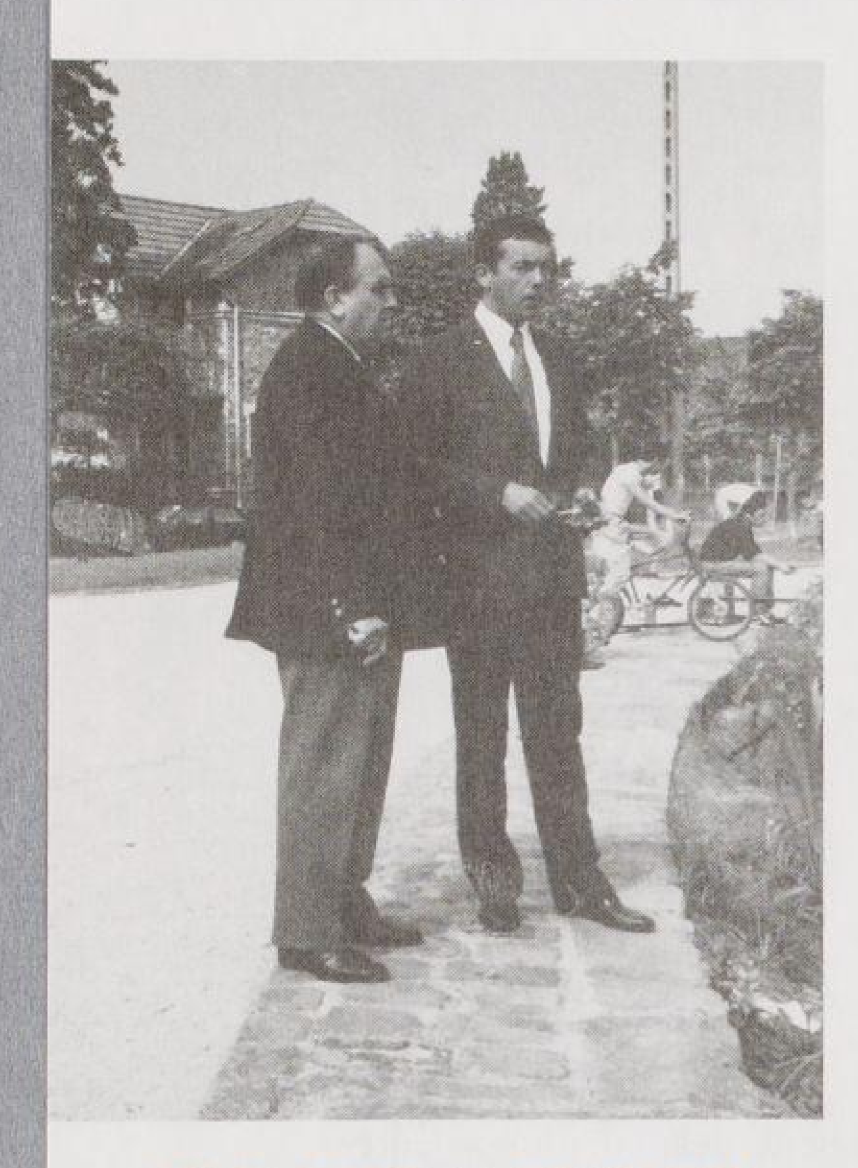
Je vous assure de mon profond dévouement

Laurent BÉTEILLE.

CANDIDAT DE L'UNION DU RASSEMBLEMENT ET DU CENTRE

présenté par le R.P.R., l'U.D.F., le C.N.I.P. et les non inscrits
soutenu par le Comité de l'Essonne pour la sauvegarde de l'environnement

DES PRIORITÉS POUR NOTRE CIRCONSCRIPTION



DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ

Des actions ont été menées en direction des plus démunis (plan ZELLER).

Un programme d'instauration d'un minimum garanti est en cours de mise en place.

La solidarité, ce n'est pas seulement cela. La crise économique qui secoue notre monde mais aussi des accidents, un décès, de graves difficultés financières, l'échec d'un couple peuvent plonger certaines familles dans une situation de précarité, de pauvreté aux conséquences humaines dramatiques.

Une société de solidarité, à laquelle nous sommes attachés, se doit de leur porter secours, d'éviter leur marginalisation souvent aggravée par la rigueur d'un texte administratif, l'absence de la connaissance de ses droits.

Plus que jamais, il convient de mettre en place une législation qui permette l'octroi d'un secours immédiat à ceux qui, pour des raisons diverses, perdent leur logement, se retrouvent du jour au lendemain sans ressource, ne peuvent plus travailler, doivent payer des dettes qu'ils sont incapables de supporter.

La solidarité passe par une politique familiale mieux définie en faveur de la mère de famille mariée, divorcée ou veuve : la généralisation de la possibilité de travail à temps partiel ; l'aide aux jeunes ménages,...

La solidarité doit aussi se développer en faveur des personnes âgées. Il faut répondre aux grandes inquiétudes qui règnent parmi elles en établissant une véritable politique en leur faveur et non du coup par coup.

Solidarité encore vis à vis des familles qui ont la douloureuse épreuve d'avoir en leur sein des enfants handicapés, des adultes atteints par un handicap. L'intégration de ces handicapés, dans la vie active doit être facilitée et une aide financière doit être allouée aux familles qui ne disposent que de revenus modestes.

VIVRE EN SÉCURITÉ

La sécurité, c'est la première des libertés ! Dans notre circonscription, le bilan de l'activité des polices urbaines et de la gendarmerie fait apparaître une diminution globale de la criminalité, de la délinquance pour 1987. Les chiffres demeurent toutefois préoccupants.

C'est d'abord au gouvernement d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Aujourd'hui les effectifs de police doivent répondre aux besoins réels du terrain. Tant au commissariat de police de Montgeron, qu'à celui de Brunoy, les effectifs sont insuffisants malgré l'effort fait ces deux dernières années.

La situation est sensiblement meilleure dans les rangs de la gendarmerie. Grâce à l'action menée par Laurent BÉTEILLE (Maire de Brunoy) et Alain JOSSE (Maire de Montgeron), des crédits conséquents ont été accordés par l'État pour la construction de deux nouvelles brigades : à Montgeron (elle vient d'être inaugurée) et à Brunoy (en cours de construction malgré l'opposition de M. BERSON qui souhaitait son implantation hors de la circonscription).

La sécurité passe aussi par le renforcement du réseau de télé-alarme à destination des personnes âgées et handicapées.

Ensemble, exigeons du gouvernement socialiste que les moyens nécessaires soient donnés à nos policiers, nos gendarmes pour renforcer leur efficacité, dans la prolongation des efforts déjà accomplis.

PRÉSERVER NOTRE ENVIRONNEMENT

Notre circonscription s'illustre par la qualité de son environnement avec notamment la présence de la forêt de Sénart, de nombreuses aires de loisirs et de détente, la vallée de l'Yerres.

L'une de nos priorités doit tendre à la protection intransigeante de ces espaces verts. Mais il nous faut parallèlement lutter contre le bruit en définissant des normes sévères pour les deux roues, des normes d'insonorisation pour les logements tant contre le bruit intérieur que contre le bruit extérieur. Notre action doit également se renforcer pour limiter la pollution de l'eau en assainissant les rivières grâce à un meilleur réseau de collecte des eaux usées, en nettoyant et protégeant les berges.

La qualité de notre cadre de vie passe encore par l'humanisation des villes, la réalisation d'espaces verts, d'équipements de loisirs et de détente, la multiplication de jardins familiaux, les plantations d'arbres chaque fois que cela s'avère possible. La lutte contre les inondations doit être poursuivie activement.

C'est enfin encadrer sévèrement l'extension des villes nouvelles d'Évry ou de Rougeau-Sénart.

SE BATTRE POUR L'EMPLOI

La lutte contre le chômage, c'est le problème qui inquiète le plus les françaises et les français, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs enfants.

Le plein emploi doit être le souci constant d'un gouvernement. Toute sa politique économique doit être orientée, en priorité, vers ce but. Même la lutte contre l'inflation si importante par ailleurs, ne doit pas compromettre le plein emploi, par des mesures qui réduiraient les capacités de création d'emplois ou de maintien des emplois existants.

Aujourd'hui, il n'existe pas de "remède miracle" contre ce fléau mais les créations d'emplois peuvent être facilitées, les pertes d'emplois limitées par des mesures simples: favoriser les investissements, aider les exportations, simplifier la législation du travail, créer des entreprises nouvelles, développer la consommation, modifier notre système bancaire.

Pour gagner la bataille économique, préparer la France à l'échéance du grand marché européen de 1992, il faut susciter la motivation des hommes à tous les échelons et donner la priorité aux problèmes humains. La lutte contre le chômage passe aussi par une formation professionnelle mieux adaptée aux contraintes, aux besoins du tissu économique et industriel et un enseignement amélioré à tous les niveaux de la vie scolaire.

AMÉLIORER LA CIRCULATION ROUTIÈRE, RENFORCER LES TRANSPORTS EN COMMUN

Le problème ne date pas d'hier : l'amélioration de la circulation routière et le renforcement des transports en commun dans la région parisienne demeurent des priorités.

L'amélioration de la circulation routière est inévitablement liée à l'existence, la réalisation d'un réseau routier rationnel capable d'éviter de drainer tous les flux du trafic routier vers la capitale. Depuis ces dernières années un effort sans précédent a été entrepris par l'État, le Conseil Régional d'Ile-de-France, le Conseil Général de l'Essonne pour désenclaver certains secteurs de notre département. La construction de la rocade "La Francilienne" constitue une étape importante dans cette amélioration. Il reste encore beaucoup à faire. La construction d'un pont enjambant la Seine entre Draveil et Villeneuve-Saint-Georges (Val de Marne) constitue une priorité car beaucoup de promesses ont été faites mais malheureusement pas suivies d'effets.

Nous devons agir pour améliorer l'état du réseau routier, renforcer l'éclairage public sur certains axes, accélérer la mise en place de bornes d'appel d'urgence, supprimer certains "points noirs" (le tronçon de la R.N. 6 à 3 voies à hauteur de Brunoy, par exemple), autant d'actions qui renforceront la sécurité des usagers encore beaucoup trop nombreux à se tuer, à être gravement blessés sur nos routes.

Parallèlement il est impératif de développer les transports urbains en commun, les moderniser, assurer des fréquences plus nombreuses encore à certaines heures. Dans le même temps il faut renforcer la sécurité des voyageurs, notamment dans les rames de banlieue qui desservent la région sud-est de Paris, en renforçant les contrôles, en multipliant les opérations de police dans les trains, les gares et à leurs abords.

Dans notre circonscription il est nécessaire, enfin, de faciliter la création de nouvelles liaisons routières régulières entre nos communes et la cité administrative d'Évry (préfecture), les centres hospitaliers d'Évry, de Corbeil-Essonnes, la zone d'activité de la ville nouvelle d'Évry.

Imp. Muller Brunoy 60.46.00.90

Tolérance - Efficacité